

## EDITORIAL



Par **Valérie Vivien**  
Secrétaire fédérale  
à la Démocratie et la Citoyenneté

### Le socialisme ou la défense de la liberté...

Fondamentalement, la démarche qui consiste, pour pouvoir être utile aux plus pauvres à côtoyer les plus puissants n'est pas la bonne. Ainsi parions que ceux qui se disent de Gauche et qui soutiennent la politique du président de la République avec l'idée que ce dernier pourrait s'intéresser aux plus défavorisés de notre pays apprendront vite qu'il n'en est absolument rien. La liberté, lorsqu'elle n'est recherchée que pour l'élite, s'arrête à la liberté de quelques uns.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ceux qui se disent de Gauche et qui se prétendent révolutionnaires ne doivent pas se sentir d'emblée plus légitimes pour "s'occuper des affaires des autres" : on a déjà vu des hommes politiques justifier le totalitarisme au nom de la révolution et trahir complètement l'idée de liberté, qui est le propre de l'homme.

Pourquoi revenir aujourd'hui sur cette idée de liberté et sur ce combat historique du socialisme qu'est la défense de la liberté, de la liberté pour toute l'humanité ? Parce qu'en cette période de crise, il n'est pas inutile de dénoncer les deux alternatives qui sont proposées au monde par le libéralisme :

- La première, la liberté individuelle comme rivalité, hors de toute intervention politique. C'est la version naturaliste qui sous tend les théories économiques dont on ressent chaque jour un peu plus les effets dévastateurs : finalement, des lois en faveur des plus démunis seraient inutiles car elles entraveraient le vrai équilibre naturel de la société de marché. Dans ce monde fictif, l'organisation des échanges se ferait sous l'aiguillon de la faim, abstraction faite de toute organisation sociale.

- La deuxième, des politiques intervenant dans tous les domaines de la vie individuelle, dans une société où la liberté n'est conçue que comme une pure menace, incapable qu'elle serait d'organiser des liens sociaux. Il ne se passe pas actuellement une journée sans que soit dénoncées en France les dérives autoritaires du gouvernement.

Mais des points de résistance apparaissent, nécessairement : la liberté et ses organisations sociales singulières, diverses, sur tout le territoire français, mais aussi dans toute l'Europe et dans le monde entier tente de s'affranchir de ces deux alternatives. Dans ce contexte, à l'échelle du Morbihan, être utile aux Français consistera sans doute pour les socialistes à participer, de l'intérieur de tous ces mouvements de transformation du monde, à la construction des alternatives sociales trop longtemps considérées comme négligeables par les tenants d'un modèle de marché ou comme des menaces par les tenants de politiques coercitives.

## Fête du Nouvel an Mobilisation et convivialité

Les réunions successives du Secrétariat fédéral, des secrétaires et trésoriers de section, des nouveaux adhérents 2008, suivies du dîner musical, ont rassemblé samedi dernier 250 personnes au Palais des congrès à Lorient. Les responsables morbihannais ont planché sur la crise et ses conséquences locales, sur la préparation des élections européennes prévues le 7 juin, sur le développement du parti et sur le plan de formation de la Fédération. Autrement dit, une journée de mobilisation dans une ambiance chaleureuse et très détendue.

Comme chaque année depuis 2004, les socialistes morbihannais se sont retrouvés le samedi 24 janvier pour un moment de travail et de convivialité. La journée fut donc dense : Secrétariat fédéral le matin, réunion des secrétaires de section et des trésoriers l'après-midi, accueil des nouveaux adhérents 2008 avant le dîner.

Ce temps fort a eu pour colonne vertébrale la crise économique et les élections européennes. **Odette Herviaux** - Sénatrice et vice-présidente de la Région Bretagne, a animé les débats sur la crise et nos marges de manoeuvre, tandis que **Simon Uzenat** - Délégué fédéral aux questions européennes, a présenté notre méthodologie de travail pour le prochain scrutin. **Stéphane Le Guennec** - Secrétaire fédéral aux sections, **Eric Froger** et **Marc Loret** - Délégués fédéraux, ont fait part de leurs réflexions sur le Développement du parti et **Hélène Brus** - Secrétaire fédérale, sur les perspectives de notre plan de formation. A ce titre, plusieurs réunions sur le thème de l'Europe seront organisées en mars et avril à destination des militants (dispositif complet



En haut : les discours des vœux de la Fédération, par Gwendal Rouillard, Norbert Métaire, Odette Herviaux et Françoise Olivier-Coupeau. - Au milieu : la réunion des secrétaires et trésoriers de section du samedi après-midi. - En bas : la réunion du Secrétariat fédéral le samedi matin.

précisé par un prochain courrier).

Cohérence des socialistes sur la stratégie de relance économique

(National, Région Bretagne, Conseil général, autres collectivités) : ce mot d'ordre offensif a été celui de **Gwendal Rouillard**, Premier secrétaire fédéral, mais aussi de **Norbert Métaire** - Président de Cap l'Orient ou encore d'**Odette Herviaux**. Notre présence auprès des salariés, des chômeurs et des chefs d'entreprise est en effet fondamentale. Le mot de la fin a été donné à notre Députée, **Françoise-Olivier Coupeau** : elle nous a rappelés, avec humour et sens des valeurs, la cohérence entre les finalités politiques et l'éthique. Françoise a dénoncé en particulier l'hyper médiatisation présidentielle, les menaces qui pèsent sur l'indépendance de la Justice et des médias. "Remettre l'éthique au cœur de nos préoccupations, c'est réhabiliter le et la politique dans l'esprit de nos concitoyens".

Dans cet état d'esprit, le secrétariat fédéral vous renouvelle ses vœux pour cette nouvelle année, pour que 2009 soit une période heureuse pour chacun d'entre vous.

### Plan de formation de la Fédération

#### Appel à candidature pour la constitution d'un groupe de travail interne

Dans le cadre de la préparation du Plan de formation 2009-2012 de la Fédération, **Hélène Brus - Secrétaire fédérale à la Formation**, lance un appel à candidature pour la constitution d'un groupe de travail qui aurait pour mission de définir ce plan de formation.

Toutes les personnes intéressées sont les bienvenues et sont invitées à se signaler auprès de la Fédération : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr) ou 02 97 84 84 55

## La Fédération recrute

Dans le cadre d'un départ en retraite, la Fédération recrute un poste d'Assistante comptable (CDI - Niveau Bac + 2 minimum) - Adresser candidature (CV + lettre de motivation) jusqu'au jeudi 5 février à l'adresse : [candidatureps@orange.fr](mailto:candidatureps@orange.fr)

Offre consultable à Pôle emploi (Code 454999X)

## Réunion du BREIS

Dimanche 8 Février  
10h00 à 12h00  
Salle Le Normand  
Pontivy

### Ordre du jour :

- Mise en place des instances du BREIS : élection du Président, du secrétaire général et du trésorier
- Elections européennes : procédure et préparation
- Programme de travail 2009 du BREIS

## Prochaine réunion du Conseil fédéral

Jeudi 12 Février  
20h30  
Palais des Arts et des Congrès  
Vannes

## Appel à candidature

Le secrétariat fédéral à la Communication met en place un **groupe de travail sur la communication de notre parti et des outils associés**. Nous recherchons toute personne qui, par ses compétences, pourrait nous aider à avancer dans ce domaine. Pour information, vous pouvez contacter Tugdual au siège de la Fédération au 02 97 84 84 55 ou par courriel à [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)

## Envie de vous exprimer ?

Si vous souhaitez voir **publier des articles** dans le Rappel du Morbihan ou simplement **communiquer des informations à la rédaction**, vous pouvez adresser vos propositions à l'adresse du Rappel : [lerappeldumorbihan@wanadoo.fr](mailto:lerappeldumorbihan@wanadoo.fr) ou par téléphone au 02 97 84 84 55

Avec l'accord de votre secrétaire de section, vous pouvez également **devenir correspondant de votre section pour le Rappel du Morbihan** (envoi de communiqués, d'articles, de photos...).

**Merci de vous signaler en tant que tel auprès de la Fédération.**

## ACTUALITES

# Paysage politique après la guerre de Gaza

par Alain Chenal - Fondation Jean Jaurès

### "La dernière guerre de Bush"

Au-delà toutes les images atroces de cette guerre de Gaza, une image politiquement forte me reste présente : les chars israéliens se retirant de Gaza dévastée au moment même où George W Bush et Dick Cheney sur son fauteuil quittent la Maison

Blanche. Gaza fut bien la dernière guerre de Bush. **Ce sont ses amis néo-conservateurs, qui en ont fourni le cadre idéologique en imposant la priorité absolue de la Guerre contre la Terreur** : le terrorisme est la cible unique, il ne relève que de l'action militaire, éventuellement préventive, et tout adversaire de la politique américaine est potentiellement terroriste. **Tout le monde convient aujourd'hui du caractère fallacieux et destructeur de cette "doctrine".**

### Quel rôle de l'Union européenne ?

Pourtant, **l'Union Européenne s'est laissé sans réagir imposer cette vision**, au risque de se contredire gravement. Après avoir supervisé les élections législatives palestiniennes, et déclaré qu'elles étaient les plus sérieuses organisées au Proche-Orient, Bruxelles décide de sanctions envers les autorités, issues du vote, contribuant à l'isolement de Gaza et renforçant ainsi la mainmise du mouvement Hamas sur la population. **Alors même que l'Union avait accepté des responsabilités importantes dans le contrôle des points de passages.**



Alain Chenal -  
Fondation Jean  
Jaurès  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

### "La fuite en avant militaire"

Les autorités israéliennes proclament le petit territoire "entité hostile" et lui imposent un blocus impitoyables, tout en négociant une trêve, inégalement respectée, entre tirs de roquettes et assassinats ciblés. En fait, **depuis la disparition d'Yitzhak**

**Rabin, la classe politique israélienne privilégie la politique du fait accompli, la fuite en avant militaire et la déstabilisation systématique de tous les partenaires possibles d'une négociation authentique et sincère.** Elle espère en tapant fort sans épargner les civils ni les institutions **séparer la population des combattants : illusion, qui explique la grande cruauté de cette guerre.** Peu importe que le principal perdant soit le chef de l'Autorité palestinienne, bien au contraire. **Ce qui aurait du servir de base territoriale au futur Etat palestinien, réclamé dans le monde entier comme élément indispensable d'une paix juste et durable, se trouve ainsi divisé en deux sections de plus en plus séparées, la Cisjordanie vouée au grignotage du mur de séparation et de la colonisation et l'entité gazaouie au destin obscur. Hélas, cela n'empêchera pas la droite de gagner les élections législatives israéliennes le 10 février !**

### "Des responsabilités partagées"

Bien entendu, les responsabilités sont partagées. **Bien des régimes arabes ont**

**détourné les yeux**, secrètement soulagés que d'autres répriment à leur place un puissant mouvement contestataire.

**Hamas a sans doute privilégié dans sa décision la compétition avec l'Autorité palestinienne et l'OLP**, la difficulté croissante de sa gouvernance à Gaza, et l'idée, qu'il ne pouvait que sortir politiquement victorieux d'une épreuve de force, comme le Hezbollah après la guerre du Sud-Liban à l'été 2006. Ses dirigeants disent parfois aujourd'hui en privé que "s'ils avaient su...". La capacité de résilience du mouvement à Gaza est d'ailleurs une question qui se pose aux analystes.

### "Les socialistes européens peuvent faire plus"

Les socialistes, qui ont condamné cette guerre et ses méthodes et organisé très vite un mouvement de solidarité basé sur les nombreuses collectivités locales liées aux territoires palestiniens, peuvent faire plus. **Certes, le président américain a les principaux atouts en main** ; sa première décision, la nomination comme envoyé spécial de George Mitchell alors que les media avaient quasiment "pré-désigné" Dennis Ross (qui porte une lourde responsabilité dans l'échec de la conférence de Camp David en 2000), est de bonne augure. **Mais les socialistes européens, qui vont entrer en campagne, peuvent aider puissamment en déminant les voies de la réunification des Palestiniens, sans laquelle il ne saurait y avoir de nouvelle chance donnée à la paix.**

## Après quatre ans d'attente Feu vert pour l'EPF en Bretagne

Communiqué de presse de la Région Bretagne

**Après quatre ans d'attente, le Conseil régional se félicite aujourd'hui que le Gouvernement ait transmis au Conseil d'Etat le décret visant à la création d'un Etablissement public foncier en Bretagne.**



**L'EPF régional devrait permettre aux collectivités bretonnes d'engager rapidement des programmes de logements, notamment sociaux, dans des zones de forte demande.**

La Région espère maintenant que la procédure suive son cours dans les meilleurs délais afin que soit opéra-

**tionnel, dès 2009, cet outil d'aménagement indispensable à la Bretagne.**

Rappels qu'en octobre dernier, le **Conseil régional a voté à l'unanimité en faveur de la création de l'EPF**, témoignant ainsi de l'attachement collectif des élus bretons à la mise en place de ce type d'outil qui existe déjà dans d'autres régions françaises et qui a fait la preuve de son utilité.

Les établissements publics fonciers ont mission, à la demande et pour le compte des collectivités, de **mener à bien l'acquisition et le portage de terrains**. L'objectif est de les aider à

mobiliser, rapidement et au meilleur coût, le foncier nécessaire pour la réalisation de leurs projets : création de logements aidés, aménagement de zones d'activités, protection et valorisation d'espaces naturels, reconversion de friches industrielles.

**Dès 2004, le Conseil régional s'est prononcé et engagé en faveur de la création d'un EPF sur son territoire**, convaincu que cet outil aiderait les collectivités bretonnes à maîtriser et réguler la pression foncière, notamment en zones urbaine et littorale, **dans une région qui voit sa population croître de 15 000 à 25 000 habitants chaque année.**

## FISCALITE LOCALE

# Cap L'Orient A propos de la taxe additionnelle

**Le 22 décembre 2008, le conseil communautaire de Cap L'Orient agglomération a voté le principe d'une taxe additionnelle sur les ménages. Pour le Rappel du Morbihan, Norbert Métairie, Président de Cap L'Orient, Maire de Lorient, revient sur cette décision qui doit permettre à la Communauté d'agglomération de préserver sa capacité d'action et ses services à la population.**



**Pourquoi instaurer le principe d'une taxe additionnelle sur les ménages ?**

La taxe professionnelle, principale ressource

fiscale de Cap L'Orient, est aujourd'hui remise en cause. Des décisions prises par les gouvernements successifs nous ont privés de son caractère évolutif et dynamique.

Contrairement à d'autres agglomérations, comme Rennes ou Saint-Brieuc, Cap L'Orient avait jusqu'à présent réussi à se passer d'une taxe additionnelle sur les ménages. Nos finances sont saines mais la donne a changé. L'Etat continue de réduire ses dotations financières aux collectivités locales et le Président de la République a annoncé sa volonté de supprimer la taxe professionnelle.

Alors que nous vivons une crise économique et sociale sans précédent, je pense que Cap L'Orient agglomération doit continuer à investir pour soutenir l'activité et l'emploi.

**Quel sera l'impact de cet impôt ?**

Pour un produit attendu de 1,6M€ par an, cela devrait représenter en moyenne,

pour un ménage qui paye la taxe d'habitation et la taxe sur le foncier bâti, autour de 15 € par an. Pour les ménages qui ne payent que la taxe d'habitation, cela représenterait moins de 7 € par an.

Cette décision s'appliquera pour les ménages dès 2009. Le produit attendu, qui est limité aux stricts besoins, produira un effet de levier important sur nos capacités d'investissement.

Soyons réalistes, sans cette ressource nouvelle, nous ne pourrions pas préserver notre capacité d'action et assurer la pérennité de nos services à la population. L'instauration d'une taxe additionnelle étant inéluctable, si nous ne l'avions pas fait dès cette année, nous aurions dû le faire en 2010. Nous aurions alors perdu un an et c'était prendre le risque d'alourdir la pression fiscale sur les ménages.

**N'aurait-on pas pu limiter les investissements de Cap L'Orient et faire des économies ?**

Nous avons tablé sur un niveau d'investissement de 24M€ par an soit 80% du niveau atteint entre 2001 et 2008. Nous allons donc réduire la voilure et faire des économies ! Mais, je pense qu'il existe un seuil en dessous duquel Cap L'Orient ne pourrait assurer dans la durée les services à la population et

réaliser les investissements nécessaires à la modernisation de notre territoire.

Nos recettes globales seront beaucoup moins dynamiques que pendant le dernier mandat et nous voulons contenir le niveau de l'emprunt pour ne pas reporter la charge de la dette sur les générations futures.

**Quels enjeux pour le territoire ?**

Cap L'Orient joue un rôle majeur dans le développement de notre territoire. Après avoir connu des années difficiles, nous avons su rebondir et relever la tête. Nous avons alors pu mesurer l'effet de levier et d'entraînement que jouait Cap L'Orient avec un impact réel sur l'activité et l'emploi. Cette dynamique nous devons la consolider et non la freiner. Aujourd'hui, rien ne serait pire que de rajouter l'immobilisme et l'inaction à la crise.

Nous continuerons donc d'agir pour le développement économique et l'emploi, pour développer l'innovation et l'économie de la connaissance. Nous devons également, avec l'arrivée du TGV prévue en 2014, conforter notre accessibilité mais aussi mener une politique offensive dans le domaine du logement. Enfin, nous poursuivrons notre politique de développement durable et solidaire pour préparer notre territoire aux enjeux de demain.

## Voeux de la section de Larmor-Plage



La séance des voeux de la section de Larmor-Plage s'est tenue le lundi 26 janvier. A cette occasion, le nouveau secrétaire de la section, **Jean-Louis Milès**, a rendu hommage à notre camarade Michel Rault décédé la semaine précédente.

Il a par ailleurs dressé un bilan critique de la politique gouvernementale de ces derniers mois (fichier Edwige, Grenelle de l'environnement, plan lycée, suppressions de postes à l'éducation nationale, dans les hôpitaux, plan banlieue, logement, travail du dimanche...)

Au niveau local, il a constaté que les promesses électorales de participation maximale des larmoriciens ont été vite oubliées. L'inquiétude est enfin très importante en ce qui concerne la maîtrise du budget municipal. La section est et sera au conseil municipal aux côtés de nos camarades élus de l'opposition.

Dans ce contexte, il a souligné le travail positif mené par les socialistes avec le plan de relance présenté par Martine Aubry et le Manifesto signé au sein du PSE pour les prochaines élections européennes.

**Gwendal Rouillard** est intervenu, pour souligner plus particulièrement la cohérence et l'esprit de responsabilité qui anime les élus de Cap L'Orient. Au niveau régional, il s'est félicité du vote quasi unanime porté sur le dernier budget, ainsi que l'adoption récente et tant attendue du décret de constitution de l'EPFR.

C'est donc à une année d'union, de collaboration avec la section de Ploemeur, une année de revendication telle que celle de la manifestation du 29 janvier, une année de travail utile aux Français qui a été proposée aux militants larmoriciens lors de cette soirée conviviale.

## Calendrier des sections

**Voeux de la section de Kervignac**  
Vendredi 6 février - 18h00  
Salle du Patronage  
à Kervignac

**Voeux des sections de Gourin, Guémené, Le Faouët**  
Samedi 7 février  
11h00 - Locmalou

**Annaïg Le Moël**

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

# M.Darcos : les jardins d'enfants ne pousseront pas !

Passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle nécessite une profonde remise en cause de la façon de traiter les inégalités sociales par le couple Sarkozy/Fillon. Pour les réduire de façon significative, il faut cibler les tranches d'âge cruciales, celles qui marquent la construction identitaire des enfants. Donner à chacun un capital public qui compense et équilibre le capital de départ parfois fragilisé, doit être une priorité pour mettre debout les futurs acteurs de notre société.

### Un exemple : le service public de la petite enfance

2,4 millions d'enfants seraient concernés par la mise en place du service public de la petite enfance : Aujourd'hui seuls 10% d'entre eux bénéficient d'une place en crèche, alors que plus de 50% sont gardés à domicile par leur mère. L'objectif principal de ce nouveau service public est d'offrir les mêmes conditions de socialisation et donc les mêmes chances de développement à tous les enfants, quel que

soit leur milieu d'origine.

Ce service permettra également de favoriser la reprise d'activité des femmes dès la fin du congé de maternité. Il s'agit d'envisager un cursus d'accueil, laissant le choix au couple des modes de garde qui correspond le mieux à leur enfant et développer l'inter modalité de l'offre de garde, notamment pour les couples travaillant en horaires atypiques. Afin de garantir un service public de même qualité quelque soit le territoire où l'on vit, une clarification des rôles et des financements des collectivités, de la CAF et de l'Etat devra garantir les disparités géographiques. Actuellement environ 1% du PIB est investi dans la petite enfance, ce n'est pas suffisant pour garantir un égal accès à chaque enfant.

### La scolarisation à 3 ans obligatoire

Complémentaire au service public de la petite enfance, la scolarisation dès 2 ans doit être possible pour les mieux socialisés dans des

classes à petits effectifs et aux moyens pédagogiques et humains renforcés, notamment dans les quartiers marqués par les inégalités sociales ou dans les milieux ruraux où les modes de garde collectifs sont plus rares.

Pour prolonger l'effort de réduction des inégalités face aux savoirs, l'âge de la scolarisation obligatoire légale devra être également abaissé à 3 ans.

Le ministre Darcos continue la casse de l'éducation en supprimant à la rentrée 2009 quelques 13 000 postes. Parallèlement, le recours aux postes contractuels n'a jamais été aussi important. Nous dénonçons les pratiques autoritaires du ministre et ses jugements de valeurs insultant pour les enseignants et l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.

Le MJS soutient la manifestation interprofessionnelle du 29 janvier et encourage les organisations syndicales, les parents d'élèves et les jeunes à faire converger leurs revendications.

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Jeudi 29 janvier - Lorient**  
Manifestation pour l'emploi / le pouvoir d'achat  
Inauguration du Salon Info Sup'

**Vendredi 30 janvier - Lanester**  
Voeux de la section

**Samedi 31 janvier - Paris**  
Séminaire des Premiers fédéraux

**Mercredi 4 février - Lorient**  
Conseil municipal

**Vendredi 6 février - Kervignac**  
Voeux de la section

**Samedi 7 février - Locmalo**  
Voeux des 3 sections locales

**Dimanche 8 février - Pontivy**  
Réunion du Breis (Union régionale)

# Actualité

## Croyez moi et suivez moi !

La crise économique et financière aura eu le mérite de nous faire échapper à quelques catastrophes qui auraient touché bon nombre de Français à l'instar de nos amis Américains et Britanniques, je veux parler du crédit hypothécaire.

Pourtant le grand timonier Sarkozy s'affirmait, en septembre 2006, comme le grand défenseur du crédit hypothécaire et pourfendait les règles trop prudentielles imposées aux banques vis-à-vis de l'attribution de crédits aux particuliers. Quelle serait la situation de bon nombre de nos compatriotes si de telles mesures avaient été adoptées, à l'image de ce qui s'est passé pour cinq millions d'Américains qui sont aujourd'hui dans la déché et bien souvent expulsés de leur logement ?

Il faut aussi se rappeler la position de Nicolas Sarkozy de privilégier la constitution de retraites par capitalisation au détriment de la retraite par répartition. La crise aura eu le grand mérite de remettre les pendules à l'heure et de redonner tout son lustre à l'action publique.

Il faut reconnaître que notre Président ne reste pas les pieds dans le même sabot et qu'il n'hésite pas à brûler aujourd'hui ce qu'il a adoré hier. Il n'est pas à une contradiction près en disant tout et son contraire à quelques semaines d'intervalle. L'ami des banquiers et des actionnaires devient, au fur et à mesure de l'aggravation de la crise, le défenseur de la veuve et de l'orphelin et le pourfendeur du grand capital. Comment voulez vous qu'il reste crédible ?

Pour ma part, je n'attendais rien de sa politique et je suis encore plus consterné par les résultats obtenus. Plus rien ne marche dans notre pays et la majorité ne cesse de chercher des boucs émissaires pour pallier aux carences graves engendrées par sa politique. C'est de la faute aux enseignants, aux syndicalistes, aux jeunes, aux fonctionnaires si la situation se dégrade et si le chômage remonte.

De grâce, messieurs et dames, un peu de pudeur, et recherchez dans les causes de la crise vos propres responsabilités plutôt que de vouloir faire porter le chapeau à d'autres. Moins de bla-bla et plus de résultats, mais là c'est une autre histoire.

Le Cormoran

# EUROPÉENNES 2009

## Elections européennes : un enjeu citoyen

**Dans moins de cinq mois, les élections européennes mobiliseront les citoyens de 27 pays différents. Il s'agit d'ores et déjà de la plus importante élection transnationale dans l'histoire de l'Humanité. Les socialistes devront être à la hauteur de l'enjeu.**

Mais au-delà du symbole, ces élections constituent un rendez-vous crucial pour l'avenir du continent européen, pour celui de la France et de chacun de ses citoyens. Les failles récurrentes de notre modèle de développement, que la crise a révélées au grand jour, appellent en effet une ré-orientation radicale de notre projet politique. Notre ambition doit être claire : une société durable, une société où l'Europe, en étroite coordination avec les Etats-membres et les collectivités locales, s'engagera en faveur d'une régulation ambitieuse et démocratique de la mondialisation.



**La France compte au total 78 députés européens (dont 31 députés socialistes pour la mandature en cours). La répartition des députés par circonscription est la suivante :**

**Sud-Est** (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes) : 13 députés

**Nord-Ouest** (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Nord Pas-de-Calais, Picardie) : 12 députés

**Île-de-France** : 14 députés

**Ouest** (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes) : 10 députés

**Sud-Ouest** (Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées) : 10 députés

**Est** (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine) : 10 députés

**Massif central - Centre** (Auvergne, Centre, Limousin) : 6 députés

**Outre-mer** : 3 députés

### L'unité des socialistes européens

Face à ces enjeux, les socialistes européens avancent unis autour d'un même projet afin de faire émerger une majorité progressiste au Parlement européen. Le premier acte s'est tenu à Madrid en décembre dernier à l'occasion de l'adoption du Manifesto, premier projet politique transnational. Intitulé "Les citoyens d'abord", ce document va permettre à des centaines de milliers de militants socialistes de défendre des propositions concrètes pour répondre aux besoins collectifs et aux attentes individuelles : Europe sociale (salaire minimum, services publics), Europe économique (éducation, innovation, recherche, infrastructures), Europe écologique (lutte contre le changement climatique).

### Formation et mobilisation locale

Ces enjeux nécessitent une unité et une mobilisation sans faille de la part de chacun d'entre nous. En effet, malgré sa belle victoire en 2004, la liste conduite par Bernard Poignant

dans la circonscription Ouest n'avait recueilli que 13% des inscrits avec un taux d'abstention de 55%... Nous devons donc aller collectivement convaincre les Français.

La Fédération du Morbihan s'engagera dans cette campagne grâce à un plan d'action, validé par le secrétariat fédéral le 24 janvier dernier et qui vous sera présenté dans le détail dans le prochain numéro du Rappel. Pendant la pré-campagne, de mars à mai, la Fédération agira autour de deux objectifs forts : formation et mobilisation locale. Tous les militants qui le souhaiteront bénéficieront d'une formation interactive sur l'Europe et priorité sera donnée à la valorisation des impacts locaux de l'Europe. Pour donner du sens à l'Europe. Pour mobiliser les Morbihannais. Pour un Parlement européen à gauche en juin prochain.

Simon Uzenat  
Délégué fédéral à l'Europe  
et à l'International

### Calendrier des Européennes 2009 du Parti socialiste

**- Du lundi 2 au vendredi 6 février :** Dépôt des candidatures

A partir du lundi 2 février et avant le vendredi 6 février, minuit, les candidatures doivent être adressées à la Première secrétaire, Martine Aubry. Par courrier postal au Secrétariat National aux Élections et à la vie des fédérations, 10 rue de Solférino, 75333 PARIS CEDEX 07 ou par fax au 01 45 56 79 60 ou par courrier électronique à : [candidatures.europeennes@parti-socialiste.fr](mailto:candidatures.europeennes@parti-socialiste.fr)

**- 3 février :** Première réunion de la Commission électorale nationale

**- 8 février :** Réunion du BREIS à Pontivy (dont préparations des européennes à l'ordre du jour)

**- Lundi 16 février à Nantes pour la circonscription Ouest :** Réunion du groupe de travail inter-régional mis en place par la Commission électorale

**- 18 février :** Réunion de la Commission électorale nationale

**- 27 février :** Réunion de la Commission électorale, préparation des propositions de listes - Réunion du Bureau national sur les propositions de listes soumises au Conseil national.

**- Samedi 28 février :** Conseil national d'adoption des listes.

**- Jeudi 12 mars :** Vote des adhérents sur les propositions de liste dans chaque circonscription.

**- Samedi 21 mars :** Convention nationale de ratification des listes et de lancement de la campagne.

**- Du 4 au 7 juin :** Vote dans tous les pays membres - Résultats le dimanche 7 juin (Vote en France le dimanche 7 juin)

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

**Le Rappel**  
du Morbihan

Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur  
en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition :  
17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14  
■ Courriel : [lerappel@morbihan.wanadoo.fr](mailto:lerappel@morbihan.wanadoo.fr) ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701  
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste  
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55  
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)  
Site Internet : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)